



## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2026-057

Envoyé en préfecture le 20/05/2026

Reçu en préfecture le 20/05/2026

Publié le 20/05/2026

ID : 007-210703468-20260512-DEL2026\_057SG-DE



### Séance publique du 12 mai 2026

Le 12 mai 2026 à 18 heures trente, le Conseil Municipal de VIVIERS s'est assemblé à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Madame Martine MATTEI, Maire.

**Étaient présents :** Mme MATTEI Martine - Mme RIFFARD-VOILQUE Martine – M. HAUSHERR François – M. CHEBOUKI Mouloud - Mme LARMANDE Véronique - M. BERMENT Philippe – Mme LAFONT Agnès – M. VANHEEGHE Laurent - Mme FAURE-ALLIRAND Estelle – M. NEU Jean-Christophe – Mme ROUX Muriel - M. BAYLE Corentin – Mme BOUGUERRA Nadia – M. AUDIGIER Kevin - Mme CHABAL Marilène - M. SERRE Claude - Mme CLAUDEL Jacqueline - Mme SAVIO Virginie - M. HALLYNCK Dominique – M. MURCIA Antoine – M. GUILLERM Stéphane

#### Nombre de Conseillers

#### Municipaux :

- en exercice : 27

- présents à la séance : 21

#### Date de l'envoi et de

#### l'affichage de la

convocation : 06.05.26

#### Procurations :

- Mme COMBIER Marie-Christine à Mme LARMANDE Véronique
- M. JARNIAC Valentin à Mme CHABAL Marilène
- M. RE Alain à Mme RIFFARD-VOILQUE Martine
- Mme STEL Julie à M. GUILLERM Stéphane
- Mme IMBERT Patricia à M. HALLYNCK Dominique
- Mme SABADEL Laurence à M. MURCIA Antoine

**Secrétaire de séance :** Mme Estelle FAURE-ALLIRAND

### **OBJET : ADMISSION EN NON-VALEUR DE CREANCE DE FAIBLE MONTANT**

**Rapporteur :** Madame Estelle FAURE-ALLIRAND

Madame Estelle- FAURE-ALLIRAND, Conseillère municipale déléguée au pilotage budgétaire et comptable, expose à l'assemblée que l'admission en non-valeur est proposée par le comptable pour les créances irrécouvrables, c'est-à-dire les créances pour lesquelles :

- Les diligences s'avèrent impossibles, vaines,
- Ou dont les perspectives de recouvrement ne sont pas estimées suffisantes pour justifier la poursuite des diligences.

L'article 173 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 permet aux assemblées délibérantes de déléguer l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables de faible montant aux exécutifs.

Le décret n° 2026-118 du 20 février 2026 fixe les seuils de délégation à respecter : seuil maximal de 200 € pour les communes. Ce seuil constitue un plafond légal, les assemblées demeurent libres de fixer un seuil de délégation inférieur. Il leur est également possible, dans le respect de cette condition, de ne donner délégation que pour certaines catégories de créances.

Afin de rendre compte de l'exercice de cette délégation auprès de l'assemblée délibérante tout en conservant à la mesure son effet simplificateur, le maire doit communiquer au moins une fois par an au moyen d'un état listant les créances admises en non-valeur assorties du motif d'admission. L'assemblée dispose par ailleurs d'un droit d'évocation des pièces produites à l'appui de la demande auprès du comptable public.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- ⇒ **DECIDE** de déléguer l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables de faible montant jusqu'au seuil de 200 €, délégation valable pour toutes les catégories de créance,

⇒ **VOTE** à l'unanimité.

Délibéré le 12 mai 2026

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal

Le Secrétaire de Séance

Estelle FAURE-ALLIRAND

Martine MATTEI

Maire de Viviers

